



**Bulletin n° 1021 du
19 JANVIER 2018**

Sommaire :

1 : EDITO

**2 ACTUALITES DES
SYNDICATS EN SAVOIE**

**3 : ACTUALITES
DES UL**

4-5 : BRÈVES

**6-7 : ACTUALITES
DES SERVICES
PUBLICS**

8 à 10 : MAI 68

**11 : CALENDRIER
DES FORMATIONS
ET NVO IMPOTS**

12 : AGENDA

Directeur de Publication : M. Eric GRANATA

Commission Paritaire n° 10 15 S 07 969

Imprimé par nos soins

Prix : 1 €

ISSN 2557-5961

37 Comme le nombre de nourrissons victimes de la salmonellose.

Nous aurions pu aussi le titrer : « 7 : en milliards € : l'augmentation de la fortune « du premier de cordée Emmanuel Besnier », qui a vu sa fortune passer de 4 milliards € en 2013 à 11 milliards € en 2017 ».

Décortiquons ensemble comment une telle augmentation est possible alors que les salaires stagnent, le chômage, la précarité et la pauvreté augmentent !

Premier élément, Lactalis « fait son beurre » sur le dos des paysans avec des prix d'achat du lait largement en dessous des coûts de production.

Oui, l'agro-industrie est responsable du saccage de nos campagnes, de la destruction de la biodiversité et de la fourniture d'alimentation bas de gamme et dangereuse.

Second élément : comme tout bon capitaliste, Besnier ne fait pas un fromage des conditions de travail dans ses usines. Ainsi, pour mieux supprimer des emplois, il utilise « le Lean-management » ! De cette façon, « la nouvelle organisation du travail impose aux salariés le lavage des machines en fin de poste alors

que celles -ci devraient l'être par des équipes spécifiques et formées. Cette situation pose de véritables problèmes sanitaires. Les salariés ont pourtant plusieurs fois alerté leur hiérarchie » (dixit la FD CGT de l'agro-alimentaire). Autres responsables des empoisonnements des nourrissons : les directions des grandes surfaces. Elles ont continué à considérer comme « vache à lait » la vente des produits rappelés.

**2018 : PRÉSENTATION AUX FRANÇAIS
DES VŒUX DE MACRON...**



Dernier responsable et pas des moindres : l'Etat. A coup de RGPP et bientôt de CAP 22, il a coupé dans les effectifs de la DGCCRF (administration chargée des contrôles de la concurrence et de la consommation passé de 3 600 agents à 3 000 en quelques années) et surtout il fait « une confiance absolue aux marchés pour se réguler » ! Mieux, Macron veut faire passer une loi « qui prône le droit à l'erreur et le droit au contrôle sans sanc-

tion ».

Suite à cette dramatique affaire, l'Etat se dédouane de ses obligations de contrôle sanitaire, en rejetant la faute sur le géant laitier.

Besnier, lui, se dit prêt « à assumer ses responsabilités en indemnisant toutes les victimes ».

Avec le temps et de l'argent, l'opinion publique va oublier ... jusqu'au prochain scandale (rappelons-nous Spanghero, les lasagnes au cheval.....)?

Pour la CGT, nous exigeons :

⇒ De sortir l'agriculture du marché ! Notre pays doit reconquérir sa souveraineté alimentaire en développant une agriculture respectueuse de la nature et des paysans.

⇒ Donner des droits nouveaux aux salariés pour intervenir dans l'organisation du travail. Un CHSCT pour toutes les entreprises !

⇒ Développer les Services Publics répondant à l'ensemble des besoins des populations et de l'industrie (notamment en la contrôlant !)

**Meilleurs vœux pour
2018 à toutes et tous !**

Eric GRANATA
SG / UD CGT 73



En milliard €, c'est l'enrichissement en un an des plus riches du monde.

1000

En milliard €, c'est le montant qu'il faudrait pour sauver notre environnement mondial.

Comment mieux répartir les richesses ?

Issues du seul travail, rappelons-nous ... Un des enjeux de cette nouvelle année. Le BUD reprend plusieurs propositions de notre CGT. A faire connaître aux syndiqués. Voir aux salariés.

Actualités des Syndicats en Savoie

STAC

En AG le 17/01

Régulièrement, le syndicat du STAC (service transport de l'agglomération chambérienne) réunit ses adhérents pour les consulter et valider les revendications.

Dans un premier temps, Isabelle présente les comptes : tout va bien ! Elle fait état aussi du nombre de syndiqués : en **progression constante** malgré les départs à la retraite.

Momo intervient sur ce point : « proposer l'adhésion mais aussi améliorer la communication envers nos syndiqués pour mieux les armer, doit être notre principale orientation de l'année ».

Alexis reprend le débat en présentant la formation syndicale : « 10 syndiqués de formés cette année ». Continuons voire amplifions cette nécessité pour développer la bataille des idées et les luttes.

Après la validation des comptes et un débat sur le fonctionnement du syndicat, Nelson présente les enjeux du renouvellement du marché public de la délégation de service public :

« 3 entreprises (RATP dev Kéolis

et Transdev) sont soit disant en concurrence pour reprendre ce marché. Nous sommes intervenus auprès du donneur d'ordre Grand-Chambéry en proposant 7 points dans le volet social du cahier des charges.

A l'heure actuelle, Grand-Chambéry refuse celui-ci en argumentant qu'il faut faire « un million € d'économies dans le budget transport de la communauté d'agglomération.

Elle sous entend qu'il faut « casser l'emploi, sous traiter des missions (maintenance...), accélérer les cadences et abandonner nos accords d'entreprise ».

Le débat s'installe et plusieurs syn-



diqués décortiquent la stratégie du nouveau directeur (embauché juste pour ce renouvellement de concession) : « réunir en petits groupes les salariés, raconter des salades

différentes selon les groupes, proposer individuellement des solutions aux demandes des travailleurs... Ça marche auprès des collègues » avertit Naïm !

Isabelle insiste en rappelant que « la direction a tenté d'accroître la productivité et on a vu l'augmentation des arrêts de travail et surtout le succès de la grève du 20/10 où nous étions 94 % en grève » !

L'UD conclut en rappelant que la culture du débat et la démocratie sont deux des valeurs de la CGT. Elle rappelle que « défendre les conditions de travail et l'emploi sont partis intégrantes du syndicat et participent aussi à la lutte des classes ! Actuellement nous avons des collectivités locales privées de ressources par l'Etat pour satisfaire les exigences des actionnaires.

Vos combats sont ceux aussi des usagers, travailler avec eux ! »

Antoine rappelle que « nous sommes en plein débat sur la « mobilité » et que le transport en commun urbain est en enjeu essentiel pour l'aménagement des territoires et la sauvegarde de l'environnement. L'agglo doit participer au « budget transport » car il est financé actuellement que par les recettes « ticket » et le « versement transport » des entreprises. »

GREVE à INITIAL

Ce mercredi 17 janvier, le syndicat CGT de l'usine **INITIAL BTB à Chambéry** appelait les salariés à débrayer pour peser dans le rapport de force pour la NAO. En effet, la direction veut carrément supprimer les primes d'intéressement et de participation. La CGT demande leur maintien ainsi que l'intégration de la prime du 13^{ème} dans le salaire. Rendez-vous à la prochaine réunion de NAO au niveau du groupe !

Framatome ...

SKF New Motion Technology....

Vous connaissez ? Ce sont les nouveaux noms (enfin pas pour Framatome) des usines AREVA NP (ex Cézus) à Ugine et Transrol à Chambéry. Le jeu de Monopoly du capitalisme financiarisé et mondialisé continue. Malheureusement, les perdants sont souvent les salariés. Enjeux actuels : le maintien des conquies sociaux à l'entreprise. Ne doutons pas un instant que les syndicats CGT en écoutant, débattant avec les salariés seront à la hauteur des futurs combats.

8

- C'est le nombre de savoyards qui sont « montés » à Paris le 15 janvier dernier. Ils sont allés soutenir l'administrateur de la Fédération CGT du Bâtiment, Bois, Ameublement », victime d'une justice de classe aux ordres du patronat. **Quand on touche un militant de la CGT, on touche toute la CGT !**

Actualités des Unions Locales



LA CARAVANE DES SAISONNIERS

S'ARRETERA EN **SAVOIE** les

Tour de France social

Campagne hiver 2018

29-30 et 31 janvier

Rejoignez-nous !

La caravane des saisonniers



✓ **LUNDI 29 JANVIER** : à **Valmorel**.

Responsable Pierre Hodnowski : hodno@wanadoo.fr

✓ **MARDI 30 JANVIER** : **Les Saisies**.

Responsable Fabienne Bal : fa.guillot@orange.fr

✓ **MERCREDI 31 JANVIER** : **Les Karellis**.

Responsable : Christian Maillet : maillet73300@yahoo.fr

Syndicat SGTAN : Antoine Fatiga : antoine.fatiga@wanadoo.fr

RESULTATS DES ELECTIONS DES PRESIDENCES DANS LES CPH SAVOIE



Yves CŒUR Président CGT
CPH ALBERTVILLE



Claude SANGUINET Président
CGT CPH AIX LES BAINS



Présidence CPH CHAMBERY
Notre camarade Fabrice GIACOMINI est en
« bonne position » d'être élu. Photo
dans le prochain BUD !

Pour aider à mener la bataille des idées dans la confrontation « Capital / Travail »

Depuis la transformation du CNPF en MEDEF, une de leur principale victoire dans la lutte des classe est idéologique. Les Capitalistes ont réussi à inverser la logique de gestion des entreprises : « avant » on parlait de la production, l'emploi et la rémunération, l'investissement, les impôts, les provisions et la distribution des dividendes. « Maintenant », la gestion financiarisée des entreprises, c'est d'abord la distribution des dividendes puis l'ajustement par l'emploi, le salaire, l'investissement la priorité d'une entreprise est de rémunérer le coût du capital, d'augmenter le taux de profit !

Pour illustrer cette victoire, quelques chiffres :

En 1981 : le coût du capital est de **15 %**. En 2008, il est de **35 %**.

En 1985 : le montant des dividendes versé est de 19 milliards €. à En 2015 : il est de **213 milliards €**.

A nous syndiqués CGT de mener cette bataille des idées en écoutant et en proposant aux salariés les revendications suivantes :

- ▶ Créer et développer des Services Publics non soumis aux critères de rentabilité.
- ▶ Donner des droits nouveaux aux salariés notamment pour intervenir dans la gestion des entreprises.
- ▶ Créer un Pôle Financier Public mais aussi de l'énergie, du transport, du logement, de l'eau, de la culture ...
- ▶ Mettre en place le Nouveau Statut du Travail Salarié (NSTS) et la Sécurité Sociale Professionnelle (SSP).

Pour la CGT, il s'agit de produire en valorisant le travail pour répondre aux besoins des humains d'aujourd'hui et de demain en respectant l'environnement. La Paix et le désarmement doivent être au cœur des priorités.

42

En milliards €. C'est le poste budgétaire 2018 de notre pays consacré à **rembourser les intérêts d'emprunt** (oui ! Uniquement les intérêts !).

Macron / Gattaz continuent à engraisser les rentiers et à massacrer nos Services Publics et notre industrie.

La CGT (et beaucoup d'autres) propose que les Etats puissent se financer directement auprès

de la B.C.E..



1

En milliard €. C'est le coût pour les contribuables du fiasco de l'écotaxe. Rappelons-nous que celle-ci, émise sur le transport routier, un des principal pollueur de notre planète, devait financer les infrastructures notamment celles ferroviaires.

39

En pourcentage. C'est l'**augmentation des bénéfices des entreprises du CAC 40** de 2015 à 2016.

Ce bénéfice s'élève donc à 77 milliards €.

46 milliards € ont été versés en dividendes pour les actionnaires.

Le chiffre d'affaire a pourtant diminué en moyenne de 1 % : **moins d'activités, plus de profits !**

Concernant la masse salariale, les experts n'ont pas donné de chiffres mais résumément la situation : « la stratégie de réorganisation et de maîtrises des coûts a porté ses fruits. ».

L'investissement atteint 81 milliards mais est nettement en dessous d'avant la crise de 2008 (86 milliards €).

Pourtant, les entreprises disposent d'un pactole de 186 milliards € qui va servir à réaliser des opérations « de fusions-acquisitions ».

Pourtant, ces 40 entreprises sont dans l'immense majorité destinataires du Pacte d'Irresponsabilité et du CICE. Ces 40 milliards d'aides publiques vont directement dans les poches des actionnaires !!

Il n'y a malheureusement pas que les capitalistes pour croire que « les profits d'aujourd'hui font les investissements de demain et les emplois d'après-demain » : beaucoup de salariés sont perméables à cette propagande distillée à longueur d'information.

La CGT propose :

- ▶ Droits nouveaux pour les salariés pour contrôler les stratégies des entreprises.
- ▶ Augmenter le SMIC à 1800 € brut et les salaires pensions et missions sociaux.
- ▶ Mettre en place la justice fiscale pour développer l'industrie et les Services Publics.

26

En pourcentage, c'est l'**inégalité de salaire en défaveur des femmes par rapport aux hommes**.

Et si l'Etat obligeait les patrons à respecter les différentes lois d'égalité professionnelle ? Résultats :

- La consommation des ménages augmente de 22,6 milliards € et leur épargne de 6,2 milliards €
- Le taux de croissance du pays augmente de 0,16 %
- ⇒ Ces évolutions permettraient la création de 26 000 emplois par an.
- La TVA augmenterait de 3,83 milliards €. L'impôt sur le revenu de 5,47 milliards €
- Les cotisations sociales augmenteraient elles de 24,4 milliards €
- ⇒ Ces évolutions permettraient de répondre largement aux besoins de protection sociale et de développer nos Services Publics (et donc notre industrie !).



Le progrès social est aussi positif pour l'économie.

N'en déplaise aux soit disant experts libéraux qui considèrent « le travail comme un coût »...

7,8

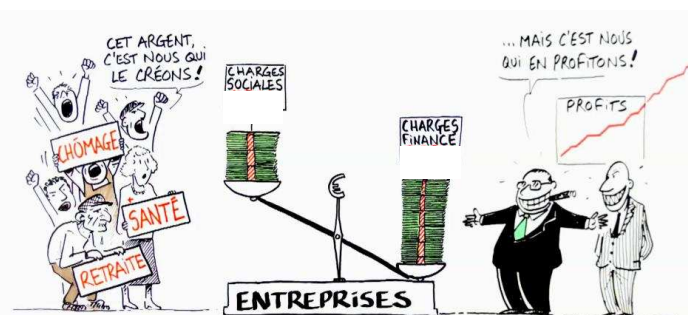
En milliards €. C'est la somme perçue par la BCE (Banque Centrale Européenne) sur les obligations de l'Etat Grec.

En effet, en 2010, la BCE a créé du Crédit pour racheter notamment des obligations émises par 5 états : Portugal, Irlande, Italie, Grèce, Espagne (formant en anglais l'acronyme PIIGS qui veut dire « cochon » que les capitalistes voudraient saigner !).

Pour la CGT (et d'autres), la BCE n'a pas vocation à augmenter ses revenus aux dépens des Peuples !

Ses moyens doivent être mobilisés pour créer des emplois stables et qualifiés pour la formation et la qualification des travailleurs, pour développer la recherche mais aussi les infrastructures, la reconquête industrielle, la transition écologique....

C'est bien l'ensemble de la construction européenne qu'il faut transformer notamment en changeant les statuts et les objectifs de la BCE pour la mettre au service des Peuples !



69 774

C'est le nombre de détenus dans les prisons françaises au 01/12/2017. Le nombre de places, lui, s'élève à 59 165. Cherchez l'erreur !

Ainsi, 1 547 prisonniers dorment à même le sol.

Ainsi, cette surpopulation explique les 4 500 agressions annuelles commises sur les agents.

29 % des prisonniers sont en détention provisoire non jugés.

30 % présentent des troubles psychiatriques.

Ces chiffres expliquent les mouvements actuels des gardiens de prison.

La CGT est porteuse de nombreuses revendications et entend bien participer au débat de société.

+ 6

En euros. C'est la différence entre « deux pleins de gasoil » entre décembre 2017 et janvier 2018.

- 6

En euros. C'est la différence entre « la paye de décembre et celle de janvier » à cause de l'augmentation de la mutuelle.

Voilà la réalité des choix politiques de Macron qui annonce partout baisse des impôts et des « charges » ! Menteur !

70

C'est l'âge de notre **Centre de Formation « Benoît Frachon » à Courcelles sur Yvette** qui a ainsi vu des générations de militants se former et profiter du « coin convivial ». Rappelons-nous que l'Etat a donné ce « manoir » à la CGT pour « avoir participé activement à la Résistance et à la Libération de notre pays ».



INFO QUIZ - JOURNÉE DE CARENCE : LES FONCTIONNAIRES POINTÉS DU DOIGT !! LA CGT VOUS PROPOSE UN PETIT JEU

Suivant l'orientation du Président Macron, le gouvernement a réintroduit à compter du 1^{er} janvier 2018 un jour de carence en cas d'arrêt maladie pour les agents de la fonction publique. L'équité vis-à-vis des salariés du secteur privé et la proportion plus forte des arrêts maladies dans le

secteur public justifieraient le retour de ce jour de carence.

La CGT des territoriaux du Mans vous propose un petit quiz pour vérifier cela !!!

Alors vous jouez avec nous ?

Question 1 : Les salariés du privé ont-ils tous trois jours de carence ?

☐ OUI

☐ NON

Question 2 : Qui a dit la journée de carence est « une mesure injuste, inutile et inefficace » ?

☐ La CGT

☐ Edouard PHILIPPE

☐ Marylise LEBRANCHU

Question 3 : les salariés du public sont ils plus malades que les salariés du privé ?

☐ Beaucoup plus

☐ c'est équivalent

☐ beaucoup moins

Question 4 : Dans la fonction publique territoriale, la mise en place de la journée de carence a-t-elle fait baisser significativement les arrêts maladies de courtes durées ?

☐ OUI

☐ NON

Tournez la page et vous verrez les réponses. Vous saurez si vous êtes un champion...

Tous les chiffres proviennent de documents officiels que ce soit le ministère de la fonction publique ou des débats parlementaires. La CGT des territoriaux du Mans ne fait que les reproduire pour démontrer que l'information est souvent

incomplète. La réintroduction de la journée de carence est clairement une décision politique de régression progressive des garanties collectives de tout le salariat en jouant sur l'opposition malsaine public / privée.

ET MAINTENANT LES RÉPONSES :

Question 1 : Les salariés du privé ont-ils tous trois jours de carence ?

☒ NON

- A ce jour, les 2/3 des salariés du privé bénéficient d'une prise en charge des jours de carence grâce à leur convention de branches ou d'entreprises.

- De même, tous les salariés du privé d'Alsace et de Moselle n'ont aucun jour de carence en cas d'arrêt maladie quelque soit la taille de leurs entreprises.

Question 2 : Qui a dit la journée de carence est « une mesure injuste, inutile et inefficace » ?

☒ Marilyse LEBRANCHU
(Ancien Ministre F.Publique)

☒ La CGT (vous avez aussi
Gagné).

Marylise LEBRANCHU annonce l'abrogation de la journée de carence applicable dans la fonction publique

« La mise en place de cette journée de carence était une mesure injuste, inutile et inefficace » selon la Ministre.

Source : Extrait du communiqué de presse du 20 février 2013

Question 3 : les salariés du public sont ils plus malades que les salariés du privé ?

☒ C'est équivalent

D'après le rapport annuel 2016 sur l'état de la fonction publique, l'absentéisme dans le secteur public n'est pas plus important que le secteur privé. Ainsi, 3,7 % des salariés du privé ont eu au moins un jour d'absence sur une semaine en 2015 contre 3,9 % dans l'ensemble de la fonction publique. Une étude de la DARES, organisme dépendant du ministère du Travail, sur une période antérieure à la mise en place de la journée de carence donnait des chiffres identiques.

Question 4 : Dans la fonction publique territoriale, la mise en place de la journée de carence a-t-elle fait baisser significativement les arrêts maladies de courtes durées ?

☒ NON

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 décembre 2015

Ainsi, le nombre de congés maladie est en moyenne resté à peu près constant dans la fonction publique de l'État en 2012, et plus des deux tiers des agents ayant eu un jour de carence n'ont eu qu'un arrêt maladie dans l'année. Il n'est pas mis en évidence de recul significatif généralisé des arrêts de courte durée entre 2011 et 2012 : la proportion d'agents en arrêts de courte durée est passée de 1,2 % à 1 % dans la fonction publique d'État, de 0,8 % à 0,7 % dans la fonction publique hospitalier mais est restée stable dans la fonction publique territoriale à 1,1 %.

SYNDIQUEZ-VOUS : ENSEMBLE NOUS SERONS PLUS FORTS

Parler des 50 ans de Mai 68: pour quoi faire?

Tous les militant(e)s en responsabilité actuelle dans les entreprises n'ont pas connu, vécu les "événements de 68", ni les "simples" syndiqués, ni les salariés.

Les actuels retraités CGT n'ont pas l'intention de jouer les "anciens combattants" avec 68, mais d'apporter leur contribution pour éclairer ce qu'a été une période considérable de notre histoire sociale, celle du mouvement ouvrier, comme l'a été 1936 avec le Front Populaire ou bien encore le programme du Conseil National de la Résistance à la Libération: de grands moments où tout s'accélère en faveur de la grande masse.

A l'heure où les politiques d'austérité remettent en cause les droits conquis par les travailleurs et leurs organisations, et que la répression syndicale s'accroît, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil dans le rétroviseur. Analyser le passé pour comprendre le présent et mieux anticiper l'avenir: telle est la mission de nos IHS CGT, et pour l'accomplir, nous comptons sur vous!

Nous pouvons toujours attendre le "grand soir", mais aucun grand mouvement n'est le fruit spontané d'une prise de conscience, d'absence de travail de fond. Certes, la route est longue et difficile, désespérante parfois. Le doute peut traverser les militants les plus aguerris. Pourtant rien ne remplacera la persévérance, le travail obscur quotidien, au plus près.... Nous le savons, la misère n'est pas forcément révolutionnaire, on se fait à la dureté de la vie, amenant à une forme de soumission volontaire. Ce n'est pas l'indignation qui fait soulever le peuple, c'est la conscience, la prise de conscience que la lutte des classes est une réalité concrète. Nous devons permettre au salarié de prendre la pleine mesure de son exploitation.

C'est dans ce contexte que Macron et toute sa bande, "experts médiatiques" à l'appui, veulent imposer leur stratégie et objectifs.

Macron prend aux pauvres pour donner aux riches, prétend qu'enrichir les riches profite à tout le monde, budgets d'austéri-

té à l'appui, avec des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, passe pardessus bord une bonne partie du Code du Travail par ordonnances, etc...

Rien de bien nouveau dans les politiques capitalistes avec les gouvernements à leur service: les mêmes ingrédients qu'en 1967 et 68 !

Dans les semaines qui viennent nous aurons droit à une grande offensive médiatique avec pour objectif principal que la lutte des classes appartienne au passé. Le rôle de la CGT sera dénaturé, nié, falsifié, sa place dans l'Histoire sera réécrite...

Nous avons le devoir, actifs et retraités, d'anticiper l'offensive médiatique de ce grand mouvement qui commença à prendre de l'ampleur tout au long de 1967, jusqu'à la fin de l'année 1968

Ne nous laissons pas déstabiliser. Nous aurons besoin d'arguments pour le débat. Le BUD alimentera régulièrement la réflexion, vos connaissances, votre Histoire: débattiez-en dans vos entreprises et services, sollicitez vos anciens à la retraite...

Au fait, en 68, combien d'entreprises en Savoie étaient en grève en mai/juin (et occupées), combien de milliers de grévistes?

Un aperçu ci-joint....

➔ Vous avez des documents? Faites les connaître à l'IHS CGT de la Savoie.

Patrick LE GALL



LA GREVE EN SAVOIE

SITUATION AU 24 MAI 1968

18 MAI Roulants , grève illimitée
20 MAI Employés Gare Savoie , grève illimitée avec occupation
20 MAI Sécurité sociale et Allocations F. grève illimitée avec occupation
20 MAI E.D.F. Savoie -grève illimitée occupation bureaux
20 MAI P.T.T.Savoie " illimitée occupation bureaux
20 MAI Placoplatre " illimitée avec occupation
20 MAI Savoisienne AIX grève illimitée avec occupation
20 MAI Savoisienne Frontenex grève illimitée avec occupation.
21 MAI VERRE Textile , grève illimitée avec occupation
21 MAI Ciments CHIRON ,grève illimitée avec occupation
21 MAI Pechiney -St Jean M.grève illimitée avec occupation
21 MAI Pechiney St Julien M. grève illimitée, avec occupation
21 MAI Pechiney La Praz grève illimitée avec occupation
21 MAI Métaux Ugine grève illimitée avec occupation
21 MAI Métaux CEGEDUR , grève illimitée avec occupation
21 MAI P C P OTALU grève illimitée avec occupation
21 MAI Métaux HAULOTTE grève illimitée avec occupation
21 MAI POMPIERS CLAMBERY , grève illimitée, avec occupation.
21 MAI Trésor Direct , grève illimitée
22 MAI P. Ch. S.I.S.A. grève illimitée avec occupation
22 MAI P. Chimiques SALPA Pont de Beauvoisin,grève illimitée avec occupation
22 MAI P. " St Bérone grève intermittante
22 MAI Métaux la Brideire ,grève illimitée avec occupation
22 MAI Equipement ,grève illimitée avec occupation
22 MAI Paros des Ponts et CH. grève illimitée avec occupation
22 MAI Agents des routes ,grève illimitée
22 MAI S.A.G.A.M. Albertville , grève illimitée.
22 MAI CREMES Albertville " "
22 MAI JUVENITIA Albertville " "
22 MAI FUSALP Albertville " "
22 MAI VOUTIER Albertville " "
22 MAI BARNIER Albertville " "
22 MAI VERRIN Hydraulique Albertville, grève illimitée.

24 MAI	PILOTAZ Chambéry grève illimitée
24 MAI	Batiments divers , grève illimitée
24 MAI	La Bathie , grève illimitée occupation usine
24 MAI	Chateau Feuillet 24 H. 1 poste oui, 1 poste non
24 MAI	P..C R SERS , grève illimitée
24 MAI	P C R Pomblières 24 H. un atelier arrêté
24 MAI	P C R Villard du Planay occupation usine avec la sécurité.
24 MAI	Santé Noutiers , 8 heures d'arrêt
24 MAI	S L E Albertville , grève illimitée
24 MAI	E R C E M grève illimitée
24 MAI	Construction métallique, grève illimitée
24 MAI	TIVOLI à Tours , grève illimitée
24 MAI	Matériaux de construction, 3 entreprises
24 MAI	Prisunic et SPAR , 2 magasins
24 MAI	Bâtiment Dox Sabla DEBERNARDI
24 MAI	Cintreux Mingorie Sabla
24 MAI	P.C.P Venthon grève tournante 4 H.oui 4 H non
24 MAI	Papeteries des Echelles ,grève illimitée, occupation
24 MAI	Peinture ZOLPAN la Bridoire ,grève illimitée
24 MAI	MATUSSIER , grève illimitée avec occupation
24 MAI	St GOBAIN , grève illimitée avec occupation
24 MAI	O N E R A a examiner pour lundi
24 MAI	St Michel , grève illimitée avec occupation
24 MAI	Hôpital 24 H.
24 MAI	GR NERIS , 24 H. et la suite
24 MAI	S.S.P.C. 24 H.
24 MAI	DANES DE FRANCE
24 MAI	MASSE BARAL
24 MAI	ACCROS
24 MAI	PERSONNEL MUNICIPAL - Chambéry -
24 MAI	Enseignement Technique et Professionnel -grève illimitée
24 MAI	Agents de Lycées , grève illimitée.
24 MAI	Hôpital Chambéry - 24 H.
24 MAI	Printania, Prisunic Chambéry

Dans 27 entreprises Secteurs nationalisés et privés il y a occupation des locaux, ça représente 18 milles travailleurs.

Dans le département à notre connaissance avec les enseignants en grève il y a 35 milles grévistes.



22 AU 26 JANVIER :

➔ NIVEAU 1 à Chambéry (UL)

5 AU 9 FEVRIER :

➔ Niveau 2 (2^{ème} Partie) à Chambéry (UD)

26 ET 27 FEVRIER :

➔ Elus et Mandatés à Chambéry (UL)

5/6/7 MARS :

➔ Pédagogique à Chambéry (UL)

JOURNEES D'ETUDE :

« LUTTER CONTRE LES IDEES D'EXTREME DROITE ET LE RACISME » :

16 ET 17 AVRIL à Albertville (UL)

12/13/14 MARS :

➔ Communication orale et écrite à Chambéry (UD)

20 ET 21 MARS :

➔ Enjeux de la répartition des richesses dans les entreprises et impacts économiques et sociaux à Chambéry (UD)

26 AU 30 MARS :

➔ Niveau 1 à Chambéry (UL)

27 ET 28 MARS :

➔ Gestion d'un conflit social (UD)

Pour plus de renseignements
contactez l'UD au 04 79 62 27 26

2018 VO IMPÔTS

HORS-SÉRIE SPÉCIAL IMPÔTS • JANVIER 2018 • 6,50 €

Ne déclarez pas 1€ de trop!

DOSSIER SUPPRESSION DE L'ISF LE CAPITAL MOINS TAXÉ

MACRON AU SERVICE DES PLUS RICHES

PARUTION LE 19 JANVIER 2018

HAUSSE DE LA CSG
Addition salée pour les retraités

TAXE D'HABITATION
Suppression : êtes-vous concernés ?

EMPLOI À DOMICILE
Crédit d'impôt pour tous

PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE
Soyez prêts pour 2019

N°1 DES GUIDES FISCAUX

6€ au lieu de 6,50€

DANS L'ABONNEMENT NVO INCLUS

boutique.nvo.fr



Agenda!

JANVIER

15 : Action de la **FD Construction Bois Ameublement** à Paris contre la discrimination syndicale.

17 : Parrainage chez **Opinel (Chambéry)** et distribution de tracts à l'initiative de l'USTM 73

18 : Appel à la **grève** de la FD Chimie et **rassemblement régional à Lyon**.

18 et 19 : Rassemblement interdépartemental à Chambéry, des travailleurs des remontées mécaniques sous l'égide du SGTAN. Le secrétaire général de la FD des Transports, Fabrice Michaud et de l'UD 73 Eric Granata participeront à cette initiative.

20:

- **Inauguration de la Maison de santé Ambroise Croizat** à St Michel de Maurienne.
- AG des Retraités de la **Multipro Albertville**

24 : AG des Retraités de La Bâthie.

25 : AG des Retraités du **CHS de Bassens**.

26 : AG des Retraités de :
► la **Multipro de Chambéry**
► **Saint Gobain**

29 : Passage de la caravane des saisonniers à **Valmorel**

30 :

- **Appel à la grève des salariés des EHPAD** pour satisfaire leurs revendications, dénoncer les choix politiques d'austérité qui implique souffrance au travail et maltraitance des usagers.
- Passage de la caravane des saisonniers **aux Saisies**.
- **Parrainage chez Mithieux (Chambéry)** et distribution de tracts à l'initiative de l'USTM 73

31 : Passage de la caravane des saisonniers **aux Karelis**.

FEVRIER

2 : **Colloque international sur la transalpine** à St Jean de Maurienne

Samedi 3 : **Manifestation à 15 h** Place Caffé pour dénoncer l'installation dans un local au 169 route de Lyon des néo-nazis à Chambéry.

5 :

- **CE UD :** Etude du **Nouveau Statut Travail Salarié (NSTS)** et de la **Sécurité Sociale Professionnelle (SSP)**
- AG des Retraités d'**Ugine**

6 : Réunion entre le syndicat de l'Hôpital de St Jean, l'Union Syndicale Santé et l'UL de Maurienne pour évoquer l'AQVS du syndicat, le déploiement et la syndicalisation.

6 et 7 : CCN

8 : Commémoration du **massacre de Charonne**.

Rappel : 8 février 1962, ce jour là, à la station de métro Charonne à Paris, **8 camarades âgées de 15 à 58 ans**, sont **massacrés par la Police du Préfet Maurice Papon (collabo aux ordres des nazis et de Pétain de 1940 à 1944)**. Ces 8 personnes participaient à la manifestation pour la Paix et contre les fascistes de l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS).

14 : Initiative confédérale pour « **valoriser les luttes gagnantes** » à Montreuil. Ainsi, 200 camarades débattront. Marre du pessimisme et du fatalisme. Place à l'espoir.

MARS

2 : CE UD

8 : Congrès de la Multipro Maurienne.

29 : Séminaire confédéral sur « **Travail et émancipation** ».

AVRIL

17 : L'UL de Maurienne et le Mouvement de la Paix font venir **Bernard Thibault à St Jean de Maurienne**
Réservez notre soirée !